

Après la chute de Kadhafi La bande sahélo-saharienne entre jeux de puissance et logiques de nuisance

Antonin TISSERON

Chercheur associé à l'Institut Thomas More



Le 26 août, un double attentat revendiqué par al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) frappait l'académie militaire algérienne de Cherchell, faisant 18 morts. Le terrorisme ne constitue cependant qu'un des enjeux auxquels fait face la bande sahélo-saharienne.

Sur fond de fragilité et d'instabilité régionale, les bouleversements en cours sont l'occasion de reconfigurations géopolitiques dans une région fragmentée et dominée par les jeux de puissance et les logiques de nuisance. Une région confrontée au risque de voir se constituer de nouvelles fractures ou s'agrandir celles existantes.

Alors que la guerre civile en Libye semble toucher à sa fin, la région apparaît considérablement fragilisée. L'ancien dictateur Kadhafi est encore en liberté, laissant planer des menaces de déstabilisation, tandis que les incertitudes sont nombreuses sur la capacité des insurgés à instaurer la paix. La transition s'avère risquée, et pas seulement en raison des attentes des populations qui demeurent ou des fragilités régionales accrues par les révoltes et révolutions dans le monde arabe.

Derrière les interrogations sur l'avenir de l'Afrique du Nord, les dynamiques à l'œuvre rappellent l'importance des jeux de puissance et des logiques de nuisance dans une région à la fois stratégique et fragmentée.

Les incertitudes libyennes

À rebours des discours pessimistes sur un conflit figé et enlisé, la victoire des rebelles à Tripoli a pris la plupart des observateurs au dépourvu. L'opération *Sirène*, en organisant l'arrivée par la mer de combattants rebelles ayant fui la capitale, entraînés pendant 6 mois, et parvenant en moins de 48 heures sur la place Verte, a étonné. Ramassés de combattants hétéroclites pour la plupart non expérimentés au début des combats, les insurgés sont devenus une force militaire capable, avec l'aide des avions de l'Otan, de prendre le dessus sur les troupes loyalistes.

La conquête de Tripoli ne lève cependant pas les inconnues sur l'avenir du pays. Alors que Mouammar Kadhafi n'a pas été capturé et dispose de réseaux – et même d'une réelle popularité – dans plusieurs régions du continent africain, les membres du CNT doivent encore faire la preuve de leur volonté et de leur capacité à pacifier le pays et à mettre en œuvre la feuille de route annoncée (1). Dans la lutte d'influence et de pouvoir qui s'amorce, deux groupes d'acteurs doivent être particulièrement suivis. Les premiers sont les islamistes armés du GICL (Groupe islamique combattant libyen) qui, jusque-là, ont accepté d'obéir au CNT et de combattre à ses côtés en occupant les postes militaires de premier plan, comme Abdelhakim Belhaj, l'un des chefs militaires rebelles aujourd'hui gouverneur militaire de Tripoli. Accepteront-ils de déposer les armes une fois les affrontements terminés ? Reconnaîtront-ils le gouvernement issu du processus annoncé ? Comment s'intégreront-ils dans le nouvel État ? Le deuxième groupe d'acteurs est formé par les tribus. Tous les membres du CNT ont en effet été choisis à la fois en fonction de leur appartenance aux différentes régions de la Libye et de leur appartenance tribale. De fait, même dans la Libye issue de la révolution de 1969, la fragile cohésion du pays repose sur l'équilibre entre les différentes structures tribales (2).

L'attitude des futurs dirigeants de la Libye par rapport à la politique de « puissance contrariée » de Kadhafi constitue une autre inconnue (3). Après avoir échoué dans ses projets d'unification du monde arabe sous son autorité, d'annexion du Tchad et de lutte contre les États-Unis et Israël, l'ancien dirigeant libyen n'a en effet pas pour autant cessé de mener une politique d'influence sur le continent africain. La Communauté des États sahélo-sahariens, association régionale économique et culturelle créée en 1998 et regroupant plus de vingt pays autour de la Libye (allant de la Somalie au Sénégal), constituait ainsi encore, il y a quelques années, « une succursale libyenne pour canaliser les flux financiers, les capitaux et les aides au développement de la *jamahiriya* [république populaire] libyenne » (4).

La priorité antiterroriste

Si l'avenir de la Libye et la politique régionale du nouveau pouvoir une fois mis en place à Tripoli restent en suspens, les fragilités régionales induites par le conflit sont déjà bien visibles, avec des implications sur les relations entre les États de la bande sahélo-saharienne.

L'augmentation du nombre d'armes renforce les capacités d'action et de nuisance des groupes terroristes et des groupes criminels dans la région. Signe de ces mouvements, le dimanche 12 juin 2011 au Niger à 80 km au nord d'Arlit, des éléments de la garde nationale ont récupéré à l'issue d'un accrochage les opposant à un groupe de « bandits » deux véhicules 4x4 dont l'un contenait 640 kilogrammes d'explosifs de type semtex, 435 détonateurs et 90 000 dollars américains (5). De même, le conflit libyen a maintenu une logique de mobilisation dans la région. Les mercenaires de Kadhafi ont acquis des armes et, de retour dans leur pays d'origine, risquent fort de constituer une source de déstabilisation pour des pouvoirs qui peinent déjà à imposer leur autorité sur l'ensemble des territoires sous leur administration. Le cas se pose tout particulièrement pour le Niger et le Mali, qui sont engagés – de manière très différente – dans des politiques de récupération de leurs régions du Nord et de réintégration des populations.

Face à cette montée des menaces, le printemps et l'été 2011 ont été l'occasion de plusieurs déclarations et réunions des représentants de la Mauritanie, du Mali, du Niger et de l'Algérie. Les quatre pays, qui se réunissent tous les six mois et ont mis sur pied en avril 2010 un centre de

renseignement commun à Alger ainsi qu'un état-major commun, le Cemoc (Comité d'état-major opérationnel conjoint) à Tamanrasset, ont en effet réaffirmé devant les répercussions de la guerre civile en Libye leur volonté d'agir de conserve. Mieux, alors que les relations entre Alger et Bamako étaient au point mort il y a deux ans, on a assisté à un net réchauffement sous l'égide du nouveau ministre malien des Affaires étrangères Soumeilou Maïga, nommé le 6 mai 2011 et partisan d'une lutte active contre le terrorisme et la criminalité dans la région.

Les préoccupations pour le terrorisme et les initiatives de coopération régionale ne sont pas nées avec la crise libyenne comme le rappelle la date de création du Cemoc. Les inquiétudes devant les répercussions de la guerre civile ont en revanche renforcé les dynamiques de rapprochement et de renforcement de la coopération entre les trois États du Sahel et l'Algérie et, suivant cette perspective, la Libye a joué un rôle de catalyseur, au moins pour le Mali et le Niger, la Mauritanie du président Aziz ayant fait de la lutte du terrorisme une question prioritaire depuis 2009. Encore que. Derrière les effets d'annonce, ces discours doivent être pris avec prudence. Dans une région où la coopération s'est avérée difficile et fragile, où les États manquent de moyens et sont soumis à des forces centrifuges limitant leur capacité d'action, où les regards sur l'implication de forces étrangères à la région diffèrent, seuls les actes permettront de juger. D'autant que la lutte contre le terrorisme est un outil dans les jeux de puissance menés dans la bande sahélo-saharienne.

Jeux de puissance en toile de fond

Les prises de positions de l'Algérie à l'égard de la guerre civile en Libye et de l'intervention étrangère aux côtés des insurgés renvoient aux projets géopolitiques algériens visant à s'imposer comme une puissance régionale autour de la lutte contre le terrorisme. Les voisins marocain, tunisien et libyen restent en effet avant tout des rivaux dont il convient de limiter l'influence, lorsqu'ils ne représentent pas une menace potentielle. Pour des dirigeants algériens qui ont vécu l'annulation du premier tour des élections législatives de 1991 et la guerre civile qui s'en suivit, le CNT évoque ainsi avant tout le péril islamiste. Il fait écho au passé récent de l'Algérie et, par un jeu de miroirs, apparaît comme un danger pour la région.

Si les acteurs de la région ont des ambitions géopolitiques, les puissances mondiales participent également à ces luttes d'influence et se positionnent. À la suite des attentats du 11 septembre 2001 et dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », les États-Unis se sont implantés au Maghreb et au Sahel. Or parmi les raisons qui les ont amenés dans la région, l'argument sécuritaire a été central comme en témoigne la mise sur pied en 2007 d'un commandement militaire régional pour l'Afrique (AFRICOM). Il s'agit d'empêcher les organisations terroristes de recruter et de former de nouveaux combattants, et d'éviter l'établissement d'une zone pouvant servir de refuge à des terroristes de la région ou internationaux (6).

Dans ces dynamiques, la sécurité et la lutte contre le terrorisme n'est d'ailleurs pas la seule raison. Le rapprochement franco-libyen de l'été 2007 fut ainsi largement motivé, pour Paris, par le désir d'accéder aux hydrocarbures et à l'uranium que détient le pays et par la volonté d'ouvrir aux entreprises françaises un important marché (7). Pour le gouvernement chinois, ses entreprises et ses migrants, l'Afrique s'est également imposée comme une terre de conquête au plan économique et pour les approvisionnements en ressources stratégiques (8). Malgré la dénonciation par le CNT de négociations en juillet dernier entre des entreprises chinoises d'armement et le régime de Kadhafi, Pékin fera ainsi tout son possible pour être présent dans la reconstruction de la Libye, s'assurer que les contrats signés avec l'ancien régime soient bien honorés. Les craintes sont à la hauteur des richesses dans les sous-sols du Sahara et des pays riverains du désert. Après tout, à la suite de l'intervention américaine en Irak, la redistribution des contrats avait – dans un premier temps du moins – favorisé les entreprises des pays s'étant engagés aux côtés des États-Unis pour mettre bas le régime de Saddam Hussein. De plus, dans les négociations qui s'annoncent en Libye, les pays qui ont participé aux opérations militaires aux côtés des rebelles, à commencer par la France et le Royaume-Uni, seront quelque peu avantagés, tout en gardant à l'esprit que les autres pays ne se laisseront pas évincer et qu'il est dans l'intérêt du CNT de faire jouer la concurrence.

Containment du chaos

Dans cette perspective, le défi est grand pour l'Europe et les Européens afin de contenir les facteurs de désordres, réduire les menaces et les risques, et ainsi contribuer à la sécurité du nord du continent africain.

La première priorité est la gestion des conséquences de l'insurrection en Libye dans le pays et la région. Il faut soutenir les acteurs libyens dans la recherche d'un consensus et le rétablissement de la paix, ce qui risque fort de ne pas se faire sans heurts. La définition de nouveaux équilibres intérieurs, les luttes pour la redistribution de la richesse pétrolière, l'explosion du nombre d'armes, sont autant d'enjeux à résoudre qui nécessitent à la fois une fermeté sur les principes et une compréhension des dynamiques culturelles régionales. De manière plus générale, à l'échelle de la région, les relations entre le pouvoir et les populations sont au cœur des enjeux, et pas seulement du fait des révoltes et révolutions dans le monde arabe. En Libye, la situation touarègue se serait ainsi considérablement dégradée avec les victoires des rebelles, le représentant de la Coordination des Touaregs pour la Libye appelant même l'Algérie à ouvrir ses frontières pour permettre aux touaregs libyens de se réfugier dans le sud algérien. Quant au Niger, il fait face au retour de plus de 200 000 migrants travaillant auparavant de l'autre côté de la frontière avec la Libye, et la fin des transferts d'argent venant de ce pays.

L'Union européenne et les États membres disposent d'atouts pour peser dans la région. La mise en place d'un service diplomatique européen et d'une *task force méditerranéenne* peuvent contribuer à donner de la cohérence à la politique des Européens. Mais surtout, Bruxelles a annoncé à quelques mois d'intervalles une stratégie pour le Sahel articulant sécurité et développement (9) et une nouvelle approche de voisinage plaçant au premier plan les réformes politiques (10).

La nature n'aimant pas le vide, ne rien faire reviendrait à prendre le risque de laisser les logiques de nuisance prévaloir dans la région, avec un accroissement des fractures, aussi bien à l'intérieur des sociétés qu'à l'échelle régionale. Face à ces incertitudes et menaces, les Européens n'ont guère d'autre choix que de s'impliquer dans la bande sahélo-saharienne, de défendre activement leur vision de la région et de son avenir auprès des acteurs régionaux et internationaux, et de rester ferme sur les principes.

Antonin TISSERON

(1) La « feuille de route » liste en 37 articles les grandes étapes de la transition que le CNT, « seul représentant légitime du peuple libyen », entend mettre en œuvre dans la Libye post-Kadhafi. Le CNT s'y engage notamment à quitter Benghazi pour siéger à Tripoli et à nommer, dans un délai de trente jours suivant son installation dans la capitale, un « bureau exécutif temporaire » chargé d'administrer le pays et d'organiser, sous huit mois, l'élection d'une « Conférence nationale ». Assemblée nationale de transition comportant 200 membres, la « Conférence nationale » devra à son tour, dans un délai n'excédant pas trente jours, désigner un Premier ministre dont le gouvernement nouvellement formé sera soumis à un vote de confiance. Elle devra aussi instituer le comité qui rédigera la nouvelle Constitution, soumise ensuite à référendum, et convoquer, après élaboration d'une loi électorale, des élections générales dans les six mois.

(2) Hasni Abidi (directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen), « Les tribus, un élément central dans la construction de la nouvelle Libye », *Le Monde*, 25 août 2011.

(3) Patrice Gourdin, *Géopolitiques. Manuel pratique*, Paris, Choiseul Éditions, 2010, pp. 503-504.

(4) « L'ombre de Kadhafi sur les États sahélo-sahariens », *Le Pays*, cité par Patrice Gourdin, p. 504.

(5) Selon la presse locale nigérienne, le groupe se préparait à livrer des armes à al Qaïda au Maghreb islamique en échange des quatre otages français toujours retenus depuis leur enlèvement en septembre dernier à Arlit. Ces otages devaient ensuite être « vendus » au régime libyen, qui souhaitait avoir en sa possession une monnaie d'échange vis-à-vis de Paris (<http://www.rfi.fr/afrique/20110628-niger-enqu%C3%AAt%20avance-sur-mat%C3%A9riel-explosif-provenance-libye>).

(6) Ces arguments ont été avancés par le département d'État lors des discussions sur le budget fédéral pour l'année 2010 (Anthony H. Cordesman et Arma Nerguizian, *The North African Military Balance. Force Developments & Regional Challenges*, Center for Strategic & International Studies, édition du 7 décembre 2010, p. 115).

(7) Jean-Michel Bezat, « En Libye, Areva souhaite construire un réacteur mais aussi chercher des gisements d'uranium », *Le Monde*, 29 juillet 2007.

(8) Sur la Chine en Afrique, lire Serge Michel et Michel Beuret, *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*, Paris, Grasset, 2008.

(9) Présentée par Catherine Ashton lors d'un discours prononcé le 19 janvier, la stratégie EU-Sahel s'articule autour de quatre grands thèmes : un engagement en faveur du développement, du règlement des conflits et de la bonne gouvernance ; une coopération régionale plus étroite ; un renforcement des capacités des États dans le domaine de la sécurité (Mali, Mauritanie et Niger principalement) ; une lutte contre les extrémismes et la radicalisation. Cette stratégie fera l'objet d'une prochaine note.

(10) Cette approche, définie dans deux communications des mois de mars et de mai 2011, insiste notamment sur les principes de la « conditionnalité » et de la « différenciation » pour l'octroi d'aides, tout en réaffirmant l'importance de la coopération régionale.

Programme de recherche



Avec le soutien de



Contact

info@institut-thomas-more.org

Tel +33 (0)1 49 49 03 30 – Fax +33 (0)1 49 49 03 33